

Opposition / C14

Les manifestations reportées !

Les manifestations publiques de la coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise annoncées sur toute l'étendue du territoire national n'auront plus lieu cette semaine. Ces activités politiques prévues par le regroupement politique sont repoussées d'une semaine. Une décision qui intervient 72 heures après que le ministre en charge de la sécurité a donné son accord...

PAGE 3



COMMERCE



Carburant frelaté

L'Afrique de l'ouest, l'eldorado pour les grands pétroliers internationaux ?

Carburants frelatés, produits électroniques cancérigènes, l'Afrique serait-elle l'eldorado des grandes importations des produits toxiques ? C'est ce que révèle un rapport officiel publié par l'Inspection pour l'environnement...

PAGE 5

FINANCE



Banque

Perspective stable pour Oragroup crédité de la note A

Oragroup dont le siège se trouve à Lomé a été crédité de la note A, avec perspectives stable par l'agence de notation financière ivoirienne Bloomfield Investment Corporation...

PAGE 5

Top des 15 meilleures universités de l'Afrique de l'ouest

L'UL reprend des ailes sous le mandat du président Dodzi Kokoroko

PAGE 11



Développement du volontariat international de réciprocité

L'ANVT et France Volontaire restituent les recommandations des rencontres de Lomé et Niamey

L'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) et son partenaire France Volontaire ont restitué hier jeudi à Lomé, les recommandations issues des rencontres de Lomé et de Niamey sur le développement du Volontariat international de Réciprocité (VIR).

PAGE 11

EDITO

La colère des « dieux catholiques » de Kpalimé

Dans le diocèse de Kpalimé, depuis le déclenchement d'un profond malentendu entre l'Evêque Mgr Benoît Alowonou et les Pères Yves-Paul Azaglo, Gerson Gale et Daniel Gbadji, les rebondissements successifs dans l'affaire finissent par présenter chaque protagoniste comme « un dieu », avec le comble d'égoïsme, d'insoumission, d'outrecuidance... remarquable.

En dépit des voies de recours utilisées ; des négociations tentées, de l'application des ...

PAGE 3

Face cachée de la tournée de l'ANC

Les prémices d'une guerre froide à la C14 qui ne dit pas son nom

Le leader du Parti national panafricain (PNP) ne souhaiterait pas de manifestations avant le sommet de la Cedeao! Aussi légère qu'elle ne paraisse, cette confidence d'une source bien introduite dans les arcanes du parti de Tikpi Atchadam relate ...

PAGE 3





SOMMAIRE

Gabon
L'austérité ne passe pas au niveau des syndicats et des partis politiques



P 4

Transparence dans la gestion des finances publiques
Le FMI porte assistance au Togo



P 5

Littérature africaine
Yannick Naré retrace le chemin de l'alternance démocratique au Burkina Faso



P 10

Soirées d'humour
« Rire des Evala » en mémoire des humoristes disparus



P 10

Développement du volontariat international de réciprocité
L'ANVT et France
Volontaire restituent les recommandations des rencontres de Lomé et Niamey



P 11



INTERNATIONAL MONETARY FUND
WASHINGTON, D. C. 20431
REPRESENTATION RESIDENTE AU TOGO
Hôtel 2 Février
Tel. 22 21 91 87 Fax. 22 21 38 87
B.P. 2702, Lomé, Togo

CABLE ADDRESS
INTERFUND

ANNONCE

La Représentation Résidente du Fonds monétaire international (FMI) au Togo offre un poste de stagiaire pour une durée de six mois pour aider à soutenir l'activité du bureau.

Les tâches

- Le stagiaire aidera les autorités togolaises et le bureau sur le suivi des différentes réformes dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI.
- Le stagiaire contribuera au développement de mécanismes de suivi régulier de l'économie togolaise.
- Le stagiaire contribuera au programme de développement des capacités (série de formations pratiques) du bureau pour les autorités togolaises.
- Le stagiaire sera également utile pour la préparation d'un projet analytique pour l'équipe du Togo.

Compétences :

Master ou Doctorant en Economie ou Statistiques. Forte capacité analytique requise et bonne base en anglais souhaitée.

Dates : Immédiatement (avec une flexibilité)

Durée : 6 mois

Lieu : Bureau du FMI au Togo

Rémunération : Gratification de stagiaire

Faire parvenir CV et lettre de motivation par courrier à la Représentation Résidente du FMI au Togo (Hôtel 2 Février, Suite 304) ou par email NKINIBOH@IMF.ORG avec copies à ISOWOU@IMF.ORG et STAPSOBA@IMF.ORG.

Délai de dépôt : 30 juillet 2018

Tchamba / Droits de l'enfant
Sensibilisation sur la protection

Les leaders communautaires religieux et acteurs de la société civile de Tchamba ont été entretenus le 3 juillet 2018 sur les questions relatives aux droits de l'enfant, par la section Togo de l'association Parlementaire sans frontière pour les droits de l'enfant (PSF/DETOGO).

Cette sensibilisation a pour objet de donner aux participants les outils nécessaires afin de mieux agir pour la cause des enfants et leur offrir un lendemain meilleur. Cette initiative a été saluée par le préfet de Tchamba, Mme Titikpina Aïssatou, dont le souhait est que les efforts soient continus pour éradiquer les fléaux qui minent l'épanouissement des enfants et surtout de la jeune fille trop souvent victime de grossesse en milieu scolaire et de mariage précoce.

Tchaoudjo
Campagne contre la nuisance sonore

Le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Gestion de l'Environnement (ANGE) et les Fédérations d'associations religieuses, a organisé le 0 juillet 2018 à Sokodé, une journée de sensibilisation à l'intention des responsables religieux de la préfecture sur le thème « Lutte contre les nuisances sonores pour un meilleur vivre ».

La campagne a pour finalité d'attirer l'attention des responsables des confessions religieuses sur le respect de la liberté de l'autre dans l'Etat laïc qu'est le Togo. Pour le directeur des cultes, le chef d'Escadron Bédiani Béléli, cette rencontre fait suite aux nombreuses plaintes des riverains des différents lieux de cultes.

Akébou
Le projet CIZO présenté

Une campagne d'information et de sensibilisation des populations Akébou sur le projet présidentiel « Cizo » a été lancée le 02 juillet à Djon, 12 km de Kougnohou. Cette campagne a été initiée par des cadres et députés des préfectures de Wawa et de l'Akébou et a permis d'informer et de sensibiliser les populations de la préfecture de l'Akébou sur le projet « CIZO », une initiative du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Le ministre le ministre en charge de l'Urbanisme, Me Fiatouwo Sessénou, a profité de l'occasion pour sensibiliser les populations de la localité sur les multiples projets et programmes que le président de la République a initié pour le bien-être des populations Togolaises. Pour Sessenou, le souci du Chef de l'Etat est de permettre à tous les ménages d'avoir de la lumière en permanence en milieu urbain comme en milieu rural.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00
Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
Distribution : Togo Express
Tirage : (2000 exemplaires)

EDITORIAL

...Textes aujourd'hui vouée à l'échec, etc. les trois prêtres ne baissent pas leur fronde, réagissant d'ailleurs au fil des événements comme des « dieux » à qui leurs différentes hiérarchies ou instances devraient se vouer. Ainsi l'on a l'impression aujourd'hui dans le diocèse de Kpalimé, – au regard de la gravité de la situation – que l'Eglise serait presque en voie de demander aux fidèles de faire déférence « au nom de Mgr Alowonou et des Pères Yves-Paul

Azaglo, Gerson Gale et Daniel Gbadji », après avoir fini de se signer convenablement : « Au Nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit ». L'affaire est si surprenante, si hallucinante, si insaisissable que plus les décisions à leur rencontre vont en crescendo, plus les prêtres frondeurs montent le ton en défiant, sans ambages, sans diluer leur vin, sans aucune crainte et sans avoir froid aux yeux, leurs supérieurs. Le dernier toupet que cette étonnante et curieuse « trinité » de pères pousse en surprenant l'Eglise « famille

de Dieu », est sa lettre réponse, suite à la position du Vatican, rendue publique et ce par le biais du Nonce Apostolique, son Excellence Mgr Brian Udaigwe.

« Nous allons porter les faits devant qui de droit dans l'Eglise. À ce titre nous rencontrerons au moment venu le saint Père, sa sainteté le Pape François qui veut.

– Les décisions que prendrait l'Eglise, doivent refléter la justice, l'équité, la vérité, la probité morale et correspondre à l'esprit de la discipline canonique sans

oublier les droits et devoirs des clercs.

– De surcroît, si la perte de l'état clérical bougerait les lignes et amènerait notre église locale à devenir "un lieu d'humanité où le loup et l'agneau habiteraient ensemble, où vérité et justice s'embrasseraient et où la paix et la liberté chemineraient ensemble et pourrait enfin améliorer la situation des Prêtres dans le diocèse de Kpalimé, alors la perte de l'état clérical serait un bien pour toute l'église.

– Cette perte de l'état clérical ne regarde que les droits et devoirs des Prêtres car

selon le psalmiste et l'Eglise "on est Prêtre à jamais selon l'ordre du Roi Melchisedek " », notifiant, avec fermeté, intrépidité et témérité, les trois prêtres qui n'ont pas fini de surprendre. Mais jusqu'où iront-ils ? Bien malin l'esprit qui pourrait répondre à cette question. Et bien sagace et perspicace, le « dieu » qui fera descendre la solution véritable qui apaiserait à jamais cette colère cocasse de « ces dieux catholiques de Kpalimé », colère qui semble toujours avoir de beaux jours devant elle.

Dieudonné Korolakina

Face cachée de la tournée insane de l'ANC

Les prémices d'une guerre froide à la C14 qui ne dit pas son nom

Le leader du Parti national panafricain (PNP) ne souhaiterait pas de manifestations avant le sommet de la Cedeao! Aussi légère qu'elle ne paraisse, cette confiance d'une source bien introduite dans les arcanes du parti de Tikpi Atchadam relate une situation amère que vit la Coalition des 14 partis de l'opposition togolaise et que les leaders tentent d'occulter.

Le déficit de consensus entre les acteurs de la frange de l'opposition togolaise qui mènent la danse sur la scène politique nationale depuis septembre serait d'une rare profondeur. D'un côté, Tikpi Atchadam, le natif de Kparatao, leader du parti qui a initié les marches à l'origine de la crise politique que vit notre pays depuis un an bientôt. De l'autre, Jean-Pierre Fabre, leader de l'Alliance nationale pour changement et chef de file de l'opposition.

Par réseaux sociaux interposés, les deux partis se tirent des boulettes sur la nécessité ou non de manifester alors que l'on est à une dizaine de jours de l'arrivée à Lomé des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao. Dans un de ses messages d'appel à mobilisation populaire pour le compte de ce mois de juillet, la coordination de

la Coalition des 14 partis conviait ses inconditionnels à des activités de « sensibilisation, d'information et de soutien aux détenus de Mango, Sokodé et Bafilo ».

Lors de la diffusion de ces messages en fin de semaine dernière, la Coalition adressait son invite à sa base à partir de ce vendredi. Mais c'était sans mesurer le désir du PNP d'être l'avant-garde de la marche de cette Coalition. Dans son réplique, Tikpi Atchadam, par la voix de ses activistes posait son veto contre le désir de manifester de la Coalition dont il est membre.

Vers une dislocation future de la coalition ?

La nouvelle face qu'affiche le PNP à la suite du plan de manifestations de la C14, fait ressortir une certaine ambiguïté dans ses positions. Tant, il y a encore



Atchadam Tikpi

Jean-Pierre Fabre

quelques mois, en avril dernier, son parti s'insurgeait fermement contre la « mauvaise foi de l'ANC pour la marche de la République ». Contrairement aux présentes incompréhensions entre M. Atchadam et M. Fabre, le PNP qui, jadis nourrissait l'envie de marcher, fait maintenant volte-face.

Mais au-delà, en portant un regard rétrospectif sur les précédents de la

Coalition, l'on relève au fond que la guerre froide est tributaire d'une guerre de repositionnement de ces partis sur la scène politique en vue des élections à venir. Pour les responsables du PNP, la fameuse tournée de sensibilisation et d'informations de l'ANC est une façade dans la mesure où « ses militants dorment au sud pendant que ceux de Sokodé, Bafilo et Mango

sont sous le coup de l'armée », clament-ils tout haut et fort.

L'histoire récente de la politique togolaise renseigne sur le fait que l'ANC prend habitude, à la veille des rendez-vous électoraux, de renoncer au devoir constitutionnel qui l'attend en tant que parti politique. Ainsi, les membres du PNP ont-ils pu lire entre les lignes et prendre connaissance que la tournée du parti de Jean-Pierre Fabre entre dans le cadre de la préparation du terrain en vue des prochaines échéances tant, de façon précise, les recommandations de la Cedeao seraient un appel pressant à celles-là. A la veille de la conférence de la Cedeao, le mur qui a tant résisté pourrait se lézarder face à la feuille de route qui recevra l'assentiment d'une partie de la Coalition contrairement à l'autre dont l'ambition reste toujours une défiance aux règles de la République, la révolution.

Awih Essoyodou

Opposition / C14

Les manifestations reportées !

Les manifestations publiques de la coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise annoncées sur toute l'étendue du territoire national n'auront plus lieu cette semaine. Ces activités politiques prévues par le regroupement politique sont repoussées d'une semaine. Une décision qui intervient 72 heures après que le ministre en charge de la sécurité a donné son accord à la déclaration des opposants.

Dans un communiqué publié mercredi la coalition a annoncé une légère modification de son calendrier pour raisons d'agenda. Initialement prévues pour démarrer ce jeudi 12 juillet, les manifestations sont reportées sur la semaine prochaine. Elles auront lieu désormais du 18 au 29 juillet prochains.

Un peu comme le communiqué du 10 juillet dernier, ces manifestations consisteront en des visites aux détenus des prisons civiles de Lomé, Sokodé et de Kara et en l'organisation des meetings d'information et de sensibilisation à Lomé, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé voire Sokodé, Bafilo et Mango, des villes en état de siège. Le mot d'ordre est resté le

même. Il s'agira de mobiliser les populations pour obtenir le retour de la Constitution de 1992 dans sa version originelle, les réformes institutionnelles, la révision du cadre électoral y compris le droit de vote des Togolais de la diaspora, la libération des manifestants arrêtés dans l'exercice de leur droit constitutionnel et la levée de l'Etat de siège de fait



Aimé Gogué de l'ADDI et Brigitte Adjmagbo de la CDPA

des villes de Mango, Bafilo, Sokodé, Tchamba, Kara et des quartiers de Lomé, l'arrêt immédiat des rafles dans les quartiers de Lomé et sur toute l'étendue du territoire et le retour des réfugiés et des déplacés.

Par ailleurs le Général Yark Damehame, ministre de la sécurité et de la protection

civile dans sa lettre réponse du 09 juillet a signifié aux organisateurs qu'il prend acte de la programmation de ces meetings et leur recommande à prendre des dispositions nécessaires pour que ces manifestations se déroulent dans le respect des lois et règlements en vigueur.

www.togobreakingnews.com

Gabon

L'austérité ne passe pas au niveau des syndicats et des partis politiques

Ce mercredi 11 juillet à Libreville, la principale centrale syndicale des fonctionnaires du Gabon était en assemblée générale. Un seul objectif : faire barrage à la décision du président Ali Bongo de réduire les effectifs dans l'administration publique gabonaise dans le but de désengorger un peu les charges de l'Etat.

Une assemblée générale aux allures d'un meeting. Voilà le constat que l'on pouvait dresser à la vue des 2000 travailleurs rassemblés dans la capitale gabonaise ce mercredi 11 juillet. Les fonctionnaires gabonais rejettent notamment la réduction des salaires de 5% à 15% pour les agents du secteur public qui perçoivent plus de 650 000 francs CFA par mois. Ils s'opposent aussi

au gel des recrutements, des avancements durant 3 ans et surtout à la mise sur bon de caisse de leur salaire dès ce 25 juillet. En début du mois de juillet, c'étaient les partis politiques, pour la plupart de l'opposition qui avaient réagi pour déplorer ces mesures qu'ils qualifiaient de « rigolade ». En effet, pour Léon Mbou Yembi, président d'un parti socialiste, la solution efficace est simple :

rapatrier les capitaux placés dans les paradis fiscaux par tous les dirigeants passés à l'opposition ou restés au pouvoir. Mais pour la présidence de la République gabonaise, il était temps d'appliquer des mesures pour relancer l'économie, en mettant un coup d'arrêt aux dépenses inutiles, en nettoyant les écuries dans l'objectif de permettre une meilleure prise en charge par l'Etat



Ali Bongo

des dépenses sociales, des dépenses qui touchent le plus grand nombre. Il est à rappeler que voulant montrer l'exemple, la présidence de la

République gabonaise avait remercié environ 500 collaborateurs du chef de l'Etat, encourageant les ministres à en faire autant. **T.M.**

Sénégal

Suite à la demande de liberté, le procès de Khalifa renvoyé au 18 juillet

Jugé en appel dans l'affaire de la caisse d'avance de la mairie de Dakar, qui lui a valu une condamnation à cinq ans de prison en première instance, Khalifa Sall a obtenu le renvoi de son procès au 18 juillet pour statuer sur sa demande de remise en liberté.

« La Cour a suspendu le procès et mis en délibéré à mercredi [prochain, le 18 juillet, ndlr] la décision sur la demande de la défense pour une libération d'office » de Khalifa Sall, a affirmé à l'AFP Me Baboucar Cissé, un avocat de l'Etat du Sénégal. Ce que confirme également Me Mohamed Seydou Diagne, un des avocats du maire de Dakar. La défense de l'édile

réclame sa « libération d'office » suite à l'arrêt rendu le 29 juin par la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Cet arrêt, qui n'a pas encore été publié officiellement, a conclu au caractère « arbitraire » d'une partie de sa détention préventive, ainsi qu'à la violation de sa présomption d'innocence, de son droit à

l'assistance d'un conseil et à un procès équitable. Pour la défense, cette décisions'impose à la justice sénégalaise et annule la condamnation. De son côté, l'Etat fait une toute autre interprétation de l'arrêt de la Cour de la Cedeao, qui « ne concerne pas le fond et ne remet nullement en cause l'autorité de la chose jugée ». Accusé d'avoir profité de ses fonctions pour détourner 1,8 milliard de francs CFA de la régie d'avance de la mairie de Dakar, Khalifa Sall avait été déclaré coupable



Khalifa Sall au tribunal

en première instance « d'escroquerie aux deniers publics », « faux et usage de faux dans des documents administratifs » et de « complicité en faux en écriture de commerce ». Un jugement qualifié de «

politique » par les soutiens de l'édile, qui accusent le pouvoir de chercher à éliminer l'opposant de la course à la présidentielle prévue en février 2019.

TM & Jeuneafrique.com

Afrique

Trump veut ramener la paix sur le continent

La paix en Afrique sur la liste des priorités américaines. Cette annonce est du président américain Donald Trump qui vient d'achever un sommet de l'OTAN à Bruxelles articulé notamment autour des dépenses militaires de l'organisation.

« L'Afrique a actuellement des problèmes que peu de gens comprendraient. (...) Ils ont fait bouger les choses là-bas que personne ne pourrait croire dans cette pièce », a-t-il confié lors d'un point presse à l'issue du sommet. Les Etats-Unis entretiennent d'importantes relations avec la majorité du continent africain, tant sur le plan économique, militaire, humanitaire ou politique. Mais l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche fin 2016 avait suscité

d'énormes craintes dans les diplomaties africaines tant le milliardaire s'était gardé d'exprimer un quelconque intérêt pour l'Afrique. La réduction du budget des missions de maintien de la paix qui concernent en majorité l'Afrique avait renforcé les doutes. La Trumpafrique en scelle Mais il semble que le président américain ait changé son fusil d'épaule. Face au journaliste, il s'est engagé à entretenir la paix tant en Afrique que dans le monde. "C'est mon objectif



Donald Trump

numéro un - la paix dans le monde entier et nous construisons une armée

formidable parce que je crois vraiment à force de la paix, nous aurons une armée

comme nous n'en avons jamais eu auparavant", a-t-il ajouté. Les Etats-Unis sont actifs dans la plupart des opérations antiterroristes et dans la formation des effectifs armés en Afrique. On estime à 7 000 les soldats américains sur le continent contre 34 bases de commandement. Toutefois, les experts pensent que ces chiffres officiels ont été volontairement revus à la baisse. La mort de quatre soldats américains dans une embuscade en octobre 2017, au Niger, a par exemple souligné l'ampleur de la présence militaire américaine dans ce pays du Sahel.

TM & africanews

Commercialisation du carburant frelaté

L'Afrique de l'ouest, l'eldorado pour les grands pétroliers internationaux ?

Carburants frelatés, produits électroniques cancérigènes, l'Afrique serait-elle l'eldorado des grandes importations des produits toxiques ? C'est ce que révèle un rapport officiel publié par l'Inspection pour l'environnement humain et les transports des Pays-Bas qui mentionne que « les carburants destinés à l'Afrique de l'ouest sont mélangés autant que possible »

Au terme d'une enquête rendue publique en début de cette semaine sur les cargaisons de quarante-quatre tankers en convoiement vers la sous-région ouest africaine menée par le Police environnementale néerlandaise et relayée

par le site du quotidien français Le Monde, il ressort un « usage à grande échelle de manganèse et de benzène, des substances hautement cancérigènes, ainsi que d'autres produits pétrochimiques interdits dans la majeure du monde ». Ces substances chimiques

nocives dont le contrôle pour l'accès au marché occidental est proscrit, seraient convoyées vers l'Afrique noire. C'est en substance ce que relate la note de la police néerlandaise qui informe par ailleurs que les carburants commercialisés dans la sous-région ouest africaine contiennent « 300 fois plus de soufre qu'habituellement autorisé par les standards européens ». Selon les informations publiées par le journal français, la teneur en soufre du carburant consommé en Afrique de

l'ouest serait supérieure de 200 à 1000 fois aux normes de l'Union européenne. Ainsi, les effets sur la vie des populations concernées sont grands et sans précédents : « Les répercussions en matière de santé publique sont dévastatrices et les bénéfices pour pétroliers, considérables », précise Le Monde. Les opérateurs économiques du secteur des hydrocarbures s'enrichiraient donc en portant préjudice aux Africains et leur écosystème. Un fait qui

est contraire aux objectifs des textes de la COP 21 et des Nations unies qui veulent réduire le degré de réchauffement du climat d'ici quelques décennies. Le quotidien français dénonce dans sa publication, une hypocrisie des grands courtiers internationaux qui clament haut et fort la « qualité africaine » qui devrait sortir l'Afrique de l'Ouest d'une intoxication par l'essence et le diesel, émettant de grandes quantités de particules fines exportées par des géants du négoce sans scrupule».

TM

Banque / Notation Bloomfield Investment

Perspective stable pour Oragroup crédité de la note A

Oragroup dont le siège se trouve à Lomé a été crédité de la note A, avec perspectives stable par l'agence de notation financière ivoirienne Bloomfield Investment Corporation. Fait savoir le site www.togofirst.com hier jeudi.



Siège de Orabank à Lomé

Pour sa première notation, Oragroup affiche une très belle santé et de meilleures perspectives à long terme. « Bloomfield Ratings, évalue la qualité de crédit du groupe panafricaine à A (catégorie note d'investissement) avec une perspective stable. La note à court terme, elle, est évaluée à A2 (toujours en catégorie note d'investissement de Bloomfield), toujours avec une perspective stable. Cette santé du groupe présent dans 12 pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale, est soutenue essentiellement par sa solidité financière et l'implémentation des meilleures pratiques de gouvernance insufflées par l'actionnaire majoritaire, la société de capital-investissement panafricaine Emerging Capital Partners (ECP), entrée dans le capital du groupe en 2009 », écrit notre confrère. Selon Bloomfield Investment, Oragroup affiche un total bilan estimé à 1794 milliards de francs CFA (3,28 milliards de dollars). Les dépôts de la clientèle de l'ensemble du réseau Orabank s'élèvent à 1179 milliards de francs CFA tandis que les opérations de crédits s'établissent à 1 085 milliards de francs CFA. Au total, le Groupe affiche un produit net bancaire, qui représente la valeur ajoutée la Banque, évalué à 108 milliards de francs CFA (197,4 millions de dollars). Avec un bon arbitrage, le groupe s'en sort avec un résultat net en forte hausse de 45% à 21,97 milliards de francs CFA (40,1 millions de dollars).

R. Zakari

Transparence dans la gestion des finances publiques

Le FMI porte assistance au Togo

Depuis plusieurs années maintenant, l'Etat togolais s'est engagé dans l'assainissement de ses finances publiques en vue de rendre plus efficaces, ses politiques publiques et de réduire le niveau de sa dette intérieure. La volonté des autorités à moderniser les finances de l'Etat motive la présence des partenaires au développement à l'instar du FMI et l'Union européenne qui ont procédé mercredi dernier à la signature d'une convention portant assistance technique en gestion des finances publiques.

La convention a été signée hier entre le gouvernement togolais représenté par son ministre en charge de l'Economie et des Finances, le Fonds monétaire international (FMI) la représentation résidente de l'Union européenne au Togo. Le projet a été financé par l'Union européenne et sera mis en œuvre par le FMI. La convention vise à améliorer la préparation et l'élaboration du budget, à étendre sa couverture tout en améliorant la qualité des informations budgétaires en vue de renforcer la gestion de trésorerie et sa meilleure articulation avec la gestion de la dette publique. Pour Vincent Vire, le chargé des affaires par intérim de la Délégation de l'UE, « une bonne gestion des fonds est un aspect transversal fondamental pour s'assurer que les recettes collectées et l'action tant du gouvernement que des entités publiques contribuent pleinement et de manière efficace au bon développement économique et social ».

Cette assistance que portera le FMI au gouvernement togolais portera par ailleurs sur le renforcement des capacités en matière de préparation du budget, son exécution, le suivi ainsi que



Echange de paraphe entre le minitre Sani Yaya et les représentants des deux institutions

le reporting budgétaires et la gestion de la trésorerie ou encore de la dette publique. Tout en remerciant les deux partenaires stratégiques du Togo de leurs multiples interventions, Sani Yaya, le ministre en charge de l'Economie et des Finances a réaffirmé l'engagement du gouvernement à intensifier les réformes telles que recommandées par l'institution de Bretton Woods. Pour le ministre Yaya, la transparence dans l'information budgétaire est primordiale pour un usage plus accru de la part des opérateurs économiques et des citoyens, des fonds

publics et en vue d'une appréhension plus aisée de leurs apports au budget de l'Etat. La modernisation de la gestion des Finances publiques dont le gouvernement a fait son crédo se situe également dans le cadre des directives adoptées par le Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) en 2009. Ces textes exigent un alignement des méthodes de gestion des finances publiques sur les meilleures pratiques internationales.

Awih Essoyodou



Réseau routier au Togo

Axe de développement, entretiens et obstacles

Les routes constituent un moyen incontournable pour le développement d'une nation. Disposer d'une route ne se limite pas seulement à sa construction, mais l'entretenir afin qu'elle puisse servir durablement. Le ministère des Infrastructures et des Transports du Togo, convaincu de l'importance des routes dans l'économie togolaise s'active à leurs entretiens. Ce dossier que vous propose TogoMatin va aborder le budget de l'année 2019 qui a été élaboré, les efforts du gouvernement pour entretenir les routes mais aussi des obstacles qui surviennent parfois pour empêcher ou ralentir le développement des infrastructures routières.

SAFER

Besoin de 15 milliards de F Cfa



Vue partielle de la voie du grand contournement

Le budget de l'entretien routier pour le compte de l'année 2019 au Togo est évalué à une somme de 15 milliards de francs CFA. Ce budget a été élaboré conformément à la mobilisation prévisionnelle de la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER). Ces ressources proviendront essentiellement des droits aux péages et sur les pétroles. Ce budget sera validé par le Conseil d'administration de la SAFER. Il sera consacré 50% des ressources à l'entretien des routes nationales revêtues et en terre, 20% aux pistes rurales, 20% à la voirie urbaine, et 10% aux travaux urgents et transversales.

Les ressources réelles pour l'entretien routier au Togo sont estimées à 30 milliards de francs CFA. C'est pourquoi, le ministre des Infrastructures et des Transports du Togo, Monsieur Ninsao Gnoum, à l'ouverture des travaux de programmation avait indiqué qu'il urge de chercher des ressources additionnelles durables à travers une redéfinition de meilleurs méthodes de gestion performante des routes. Précisons que les travaux de la conférence de programmation pour l'élaboration du budget-programme de l'entretien routier exercice 2019 au Togo ont démarré le 27 juin dernier à Lomé et ont pris fin le 29 juin 2018 sur une note de satisfaction

des participants. La rencontre a réuni différents acteurs, experts et bailleurs du ministère des Infrastructures et des Transports du Togo.

CA

Etat du réseau interurbain au Togo



Rehabilitation d'une route

Le transport routier est un élément primordial dans le développement des nations. Sa bonne marche repose essentiellement, en premier lieu, sur un réseau routier adapté, et en second lieu, sur un matériel de transport suffisant et de bonne qualité. Il est donc indispensable que les Etats prêtent une attention particulière à l'état de tout cet ensemble. Au Togo, l'état du transport routier est assez critique.

Que ce soit au niveau des moyens comme des infrastructures, des

défaillances compromettent sérieusement la bonne marche du secteur des transports routiers. Avec une superficie de 56600km², une population estimée à 7 millions d'individus et une densité de 106 hab. /km², le Togo se partage un réseau routier de 0.14 km/km² (direction des routes, 2004) ; héritage des grandes constructions routières qu'ont connues les pays en développement pendant les années 60 et 70 et qui n'ont pas épargné le Togo, ce réseau est constitué de routes nationales et de pistes rurales.

Les routes nationales / Les routes revêtues

Elles relient les chefs-lieux de préfectures et mènent vers les villes des Etats voisins. Ce sont les routes goudronnées ou bitumées. Selon le ministère des Travaux publics

et des Transports / direction de l'Entretien routier, elles sont au nombre de 36 réparties sur toute l'étendue du territoire national. Elles ont une longueur totale de 1688 km et une largeur

variant entre 07 et 09 m ; 16.54% seulement du réseau interurbain est bitumé, soit une densité de 0.03 km/km². Du fait de l'importance du trafic qu'elles

supportent, ces routes sont régulièrement endommagées et nécessitent par conséquent un entretien régulier.

Cadre institutionnel du secteur des transports



Un camion en arrêt

L'administration du secteur des transports relève principalement du ministère des Travaux publics et des Transports (MTPT). Conformément à la politique générale du gouvernement définie dans la Scape, le ministère des Travaux publics et des Transports a pour missions de définir et de coordonner les interventions de l'État et des différents acteurs dans la construction d'ouvrages publics, de mettre en œuvre la politique de l'État en matière des transports routiers, aériens, ferroviaires et maritimes. Il comprend la direction générale des Travaux publics (DGTP), chargée de la

maîtrise d'œuvre des travaux routiers, et la direction générale des Transports (DGTT).

Les principales structures de la DGTP sont notamment la direction de la Planification, des Études et du Suivi-Évaluation (DPESE), la direction de la Construction et de la Reconstruction des Routes (DCRR), la direction de la Banque de données routières (DBDR), la direction des Pistes rurales (DPR). La direction générale des Transports (DGT) assure la tutelle technique de l'Office de sécurité routière (OSR), de la Sotopla-Ceva (Société Togolaise des Plaques - Contrôle et Visite Techniques des Engins automobiles).

Les obstacles au développement des infrastructures routières

D'importantes contraintes subsistent et constituent un frein au développement du transport routier. Nous pouvons citer :

- l'insuffisance des centres techniques pour accomplir les travaux de la direction générale des Travaux publics;
- la faiblesse consécutive à

la capacité d'absorption des ressources complémentaires ;

- les ressources mises à la disposition de la Direction générale des Travaux publics ne permettent pas un fonctionnement efficace des services ;
- les systèmes d'information géographiques et statistiques

sur les routes (classement routier, statistiques routières ...) sont faibles,

- les processus utilisés pour la programmation, le contrôle et le suivi évaluation des opérations ne sont pas adaptés, dans les grandes villes en particulier. En milieux urbains, c'est l'étroitesse des routes qui constitue le

grand problème créant des embouteillages aux heures de pointe.

En milieu rural, les pistes de desserte de plusieurs zones à fort potentiel agricole ne sont pas praticables toute l'année et certaines demeurent encore enclavées.

Efforts entrepris

Le gouvernement a entrepris un certain nombre de travaux dans l'objectif de :

- améliorer et de reconstruire les routes nationales inter-Etats revêtues. C'est dans ce sens que le chef de l'État a lancé dans le mois de février 2010 la construction de la route Cedeao. Et puis la route nationale N° 2 (corridor Cotonou-Accra) est en réhabilitation. Le gouvernement a également entrepris la construction des voies de contournement de la faille d'Alédjo et des monts Défalé ;
- améliorer les pistes rurales et

les voies d'accès aux zones de productions agricoles ;

- améliorer l'ossature du réseau national ;
- améliorer la voirie urbaine.

Dans ce cadre, le gouvernement a entrepris le bitumage et l'aménagement de 72 km de rues pour les voiries urbaines de Lomé et la voie de contournement de la ville de Lomé à partir de la zone portuaire. Dans l'objectif de contribuer à l'amélioration de l'environnement, l'État a interdit la commercialisation du carburant à plomb sur toute l'étendue du territoire.

Sécurité routière

La sécurité routière au Togo est préoccupante. Même en l'absence de statistiques fiables, il est constaté un nombre important d'accidents de la route faisant de nombreux décès. Les camions et les deux roues sont impliqués dans la plupart des accidents. Les causes sont notamment le mauvais état des routes, la vétusté du parc (plus de 80% des véhicules hors deux roues ont plus de 10 ans) et le non-respect de la réglementation routière. Il n'existe pas de stratégie nationale de sécurité routière, un projet de Code de la circulation routière a été élaboré et soumis aux autorités pour approbation. Cependant, des mesures sont prises par les pouvoirs publics pour lutter contre la recrudescence des accidents : contrôle technique des véhicules automobiles, et amélioration de la réglementation portant notamment sur le port, de la ceinture de sécurité, l'interdiction de téléphoner au volant ou au guidon. L'obligation du port du casque pour les conducteurs et les passagers des véhicules motorisés à deux roues est désormais effective. Suite à un projet sur l'organisation et la

promotion de l'administration de la sécurité routière, des textes ont été pris en 1997 pour la création du Conseil national de la sécurité routière (CNSR) et de l'Office national de la sécurité routière (ONSR). De ces deux organes, seul l'ONSR, est progressivement mis en place. Le contrôle technique des véhicules automobiles est concédé à la Sotopla-Ceva (Société Togolaise des Plaques - Contrôle et Visite Techniques des Engins Automobiles) qui dispose d'un centre à Lomé. Toutefois, les règlements applicables sont obsolètes.

L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale et d'un plan national de la sécurité routière, la création de structures chargées de la promotion de la sécurité routière, dont l'ONSR, et la mise à jour de la réglementation constituent des axes majeurs pour l'amélioration de la sécurité des déplacements dans la stratégie nationale des transports en cours d'adoption. [Extrait publication BAD, Département des transports, du développement urbain et des TIC, Décembre 2014]

Pharmacies de garde de Lomé du 7 au 16 / 7 / 2018		
CENTRE	46, Rue de la Gare	22 21 83 30
AKOFA	Amoutivé	96 32 97 57
N-D de MEDJ	Bd 13 Janvier	22 35 20 02
CRISTAL	Bd Houphet Boigny	22 20 90 91
DEO GRATIAS	Kotokou-Kondji	22 21 83 31
EMMANUEL	Kodjoviakopé	22 21 30 98
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
GBOSSIME	Gbossimé	22 22 50 50
AVE MARIA	près du CHU Tokoin	22 22 33 01
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22 26 66 48
YEM-BLA	258, Av. Akéï	22 26 76 51
LILAS	7, Route de Kégué	22 26 29 59
THERYA	TOGO 2000	22 61 56 52
CITRUS	Attiégou	70 44 59 24
UNION BAMUDAS - BE KPOTA		22 27 71 64
GRAIN D'OR	Zorrobar,	22 70 06 90
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Sagbado	92 53 50 00
NATION	TOTSI	22 25 99 65
DELALI	Cacaveli	22 25 06 90
VERTE	Klikamè	22 25 03 26
LAUS DEO	Léo 2000,	22 25 15 05
ARC-EN-CIEL	Agoè-Télessou,	70 42 50 00
De La VICTOIRE	Avédji	70 45 74 92
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi,	93 83 91 00
CHARITE	CEG d'Agoè-Nyivé	22 25 12 60
LA MAIN DE DIEU	AGOE ASSIYEYE	93 40 21 21
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22 50 10 00
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	70 45 70 14
LE DESTIN	Baguida	70 41 15 41

Quelques ambassades et consulats	
■ Ambassade des Etats-Unis;	Tél: 22 61 54 70
■ Ambassade d'Allemagne;	Tél: 22 23 32 32
■ Ambassade de France;	Tél: 22 23 46 40
■ Ghana Embassy;	Tél: 22 21 31 94
■ Ambassade d'Egypte;	Tél: 22 21 24 43
■ Ambassade du Niger;	Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade de Chine;	Tél: 22 22 38 56
■ Union Européenne;	Tél: 22 53 60 00
■ Consulat de Belgique;	Tél: 22 21 03 23
■ Consulat de France;	Tél: 22 23 46 40
■ Consulat de Suisse;	Tél: 22 20 50 60
■ Consulat de Canada;	Tél: 22 51 87 30
■ Ambassade du Nigéria;	Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade du Gabon;	Tél: 22 26 75 63
■ Ambassade du Brésil;	Tél: 22 61 56 58
■ Consulat de Sénégal;	Tél: 22 22 98 35
■ Consulat du Burkina Faso.	Tel: 22 26 66 00
■ Consulat du Niger;	Tél: 22 22 43 31
■ Consulat du Bénin;	Tél: 22 20 98 80
■ Ordre de Malte;	Tél: 22 21 58 11
■ RDC;	Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses	
COURRIER EXPRESS DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26	AGENCE DE COMMUNICATION Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com
OPERATEURS TELEPHONIQUES MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14	SUPERS MARCHES A LOME CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche) LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43
SANTE GENERALISTES DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72	FRUITS ET LEGUMES MARCHÉ ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion) MARCHÉ DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO) PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38
OU MANGER ET DORMIR A LOME? HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11	DANSE ET COURS DE ZUMBA AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86
MUSCULATION ET MASSAGE Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70	AVIATION AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com

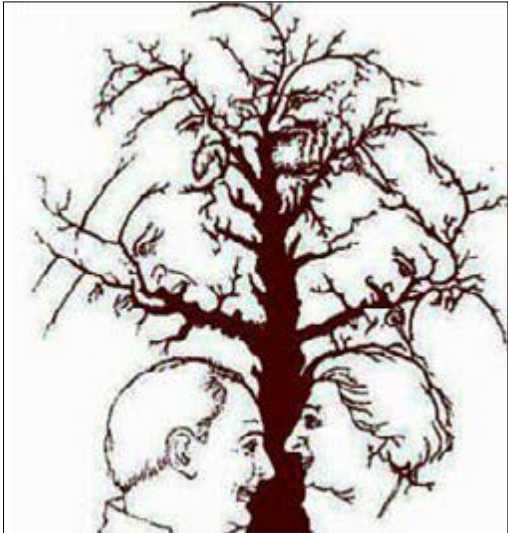


Photos du jour

Commentez cette photo

Détente

Combien de visages voyez-vous?



Devinette

Je suis le deuxième des douzes fils de ma mère mais je suis le moins âgé. Même le benjamin est plus âgé que moi.
Qui suis-je?

Blague du jour

Si tu as une seule femme dans ta vie et tu rentres à la maison le soir, tout ton corps se repose.
Le cerveau est calme, ton cœur bat normalement (70 fois ...par minute...), Tes pieds resteront au salon où dans la chambre et tu seras content parce que tu es à la maison.....
Mais s'il arrive que tu as deux, trois, quatre, cinq femmes dans ta vie et tu rentres à la maison le soir, tout ton corps sera agité comme une personne en crise d'épilepsie....
Le cerveau va et vient, tu deviendras sourd muet ; ton cœur va et bat à 70 fois par seconde chaque fois que tu écoutes la sonnerie de ton portable...
Tu vas chaque fois te promener dans tous les sens de ta maison sans but fixe.

Et tu resteras énervé sans que personne ne sache ce qui ne va pas avec toi....
Alors restons fidèle pour que notre corps se repose.

A l'institut français du Togo



18 JUIL. / 18H00 | SALLE DE CONFÉRENCE | LIBRE ET GRATUITE - LOMÉ
Barbara

de Mathieu Amalric | France – 2017 – 1h37min – Drame avec Jeanne Balibar, Mathieu Amalric, Vincent Peirani, Aurore Clément, Grégoire Colin Une actrice va jouer Barbara, le tournage va commencer bientôt. Elle travaille son personnage, la voix, les chansons, les partitions, les gestes, le tricot, les scènes à apprendre, ça va, ça avance, ça grandit,...



21 JUIL. / 20H00 | PRÉVENTE : 1.000 FCFA / JOUR J : 1.500 FCFA | SCÈNE DE L'IFT - LOMÉ
OZANE : LUCKY TOUR !

Ozane est un artiste Dancehall et beatmaker togolais bien connu dans les sphères de musiques urbaines en Afrique Francophone. Auteur de tubes comme Rude Boy, M'fowoye, African Candy, Troube ou Gueze, Ozane représente le Togo à l'édition 2017 de l'émission Coke Studio diffusé sur plusieurs chaînes panafricaines, aux côtés d'artistes comme Patoranking ou Kiff No Beat. Avec son...



28 JUIL. / 20H00 | 1000 FCFA | SCÈNE DE L'IFT - LOMÉ
ZAMBE : REGSAF SUMMIT

Zambé et son tam-tam parlant vous invitent au Sommet du Regsaf, un rendez-vous annuel qui célèbre la fusion du Reggae, de percussions et de danses « Assafou », rythmiques originaires des pays Akposso, Akébou et Ewé du Golfe de Guinée. Pour cette édition 2018, Le Maître des Atopani (tambours parlants) a invité Haïti (Jean jean Roosevelt, lauréat...



17 JUIL. / 18H30 | SALLE DE CONFÉRENCE | LIBRE ET GRATUITE - LOMÉ
Les mangroves : écosystème d'exception en voie d'extinction ?

Les mangroves sont des écosystèmes uniques entre terre et mer riches d'une très grande biodiversité. Zone de croissance pour les poissons et les crustacés, elles contribuent à la sécurité alimentaire des communautés locales par la pêche et participent à la protection des zones côtières en réduisant l'érosion. Au Togo, ces zones humides sont menacées et...

Lire

« La peste » d'Albert Camus. Ed Gallimard. 1947 Pp 162-163

« ...Ainsi, tout se passait vraiment avec le maximum de rapidité et le minimum de risques. Et sans doute, au début du moins, il est évident que le sentiment naturel des familles s'en trouvait froissé. Mais, en temps de peste, ce sont là des considérations dont il n'est pas possible de tenir compte : on avait tout sacrifié à l'efficacité. Du reste, si, au début, le moral de la population avait souffert de ces pratiques, car le désir d'être enterré décemment est plus répandu

qu'on ne le croit, un peu plus tard, par bonheur, le problème du ravitaillement devint délicat et l'intérêt des habitants fut dérivé vers des préoccupations plus immédiates. Absorbés par les queues à faire, les démarches à accomplir et les formalités à remplir s'ils voulaient manger, les gens n'eurent pas le temps de songer à la façon dont on mourait autour d'eux et dont ils mourraient un jour. Ainsi, ces difficultés matérielles qui devaient être un mal se révélèrent un bienfait par la suite. Et tout aurait été pour le mieux, si l'épidémie ne s'était pas étendue, comme on l'a déjà vu. Car les cercueils se firent alors plus rares, la

toile manqua pour les linceuls et la place au cimetière. Il fallut aviser. Le plus simple, et toujours pour des raisons d'efficacité, parut de grouper les cérémonies et, lorsque la chose était nécessaire, de multiplier les voyages entre l'hôpital et le cimetière. Ainsi, en ce qui concerne le service de Rieux, l'hôpital disposait à ce moment de cinq cercueils. Une fois pleins, l'ambulance les chargeait. Au cimetière, les boîtes étaient vidées, les corps couleur de fer étaient chargés sur les brancards et attendaient dans un hangar, aménagé à cet effet. Les bières étaient arrosées d'une solution antiseptique, ramenées à l'hôpital, et

l'opération recommençait autant de fois qu'il était nécessaire. L'organisation était donc très bonne et le préfet s'en montra satisfait. Il dit même à Rieux que cela valait mieux en fin de compte que les charrettes de morts conduites par des nègres, telles qu'on les retrouvait dans les chroniques des anciennes pestes. Oui, dit Rieux, c'est le même enterrement, mais nous, nous faisons des fiches. Le progrès est incontestable. Malgré ces succès de l'administration, le caractère désagréable que revêtaient maintenant les formalités obligea la préfecture à écarter les parents de la cérémonie. On tolérait

seulement qu'ils vinssent à la porte du cimetière et, encore, cela n'était pas officiel. Car, en ce qui concerne la dernière cérémonie, les choses avaient un peu changé. À l'extrémité du cimetière, dans un espace nu couvert de lentilles, on avait creusé deux immenses fosses. Il y avait la fosse des hommes et celle des femmes. De ce point de vue, l'administration respectait les convenances et ce n'est que bien plus tard que, par la force des choses, cette dernière pudeur disparut et qu'on enterra pêle-mêle, les uns sur les autres, hommes et femmes, sans souci de la décence... »

Littérature africaine

Yannick Naré retrace le chemin de l’alternance démocratique au Burkina Faso

L’ouvrage « Le long chemin de l’alternance démocratique au Burkina Faso » vient d’inscrire le nom de Yannick Naré au panthéon des écrivains du Burkina Faso. Cet essai politique qui constitue le premier livre de Naré a été officiellement présenté, le 7 juillet dernier à Ouagadougou.

« Le long chemin de l’alternance démocratique au Burkina Faso » est une œuvre sociologique qui dépeint le processus démocratique au pays des Hommes intègres depuis le soulèvement populaire de 1966, jusqu’à l’ère actuelle marquée par la présidentielle de 2015. L’auteur, à travers ce premier

essai, raconte la lutte de la société civile, de la société politique, et des différentes communautés, qui ont abouti à une alternance, la première du genre au Burkina Faso. Subdivisé en deux grandes parties, cette œuvre littéraire est composée de 237 pages. « Pour ce qui est de la

première partie, il était question d’analyser un peu le processus qui a abouti à l’insurrection, par les régimes qui se sont succédé. Parce que dès qu’on parle de l’insurrection de 2014, les gens voient essentiellement les causes immédiates, celles qui l’ont déclenchée. Pourtant c’est un long processus qui a commencé depuis celle de 1966 », a affirmé Yannick Naré. La première partie intitulée « Du soulèvement populaire de 1966 à l’insurrection populaire de 2014 » relate le véritable processus de

l’alternance démocratique au Burkina Faso. Dans la seconde partie baptisée « L’onction de l’Eglise catholique à l’alternance démocratique », Yannick met en exergue l’action des religieux dans ladite alternance. Cette partie décrypte l’opposition des évêques de la conférence épiscopale Burkina-Niger à la modification constitutionnelle du 37ème commandement. Yannick Naré est juriste de formation et spécialiste de la communication et des



Yannick Naré médias. Nadia Edodji (Stagiaire)

Concours « Prix théâtre Rfi » 2018
Le Togolais Mawusi Agbédjidji sera-t-il le lauréat ?

Douze textes inédits ont été présélectionnés, suite à l’appel à candidatures pour le cinquième « Prix Théâtre RFI ». Et dans le sprint final pour la présente édition du « Prix Théâtre RFI » figure le dramaturge togolais Mawusi Agbédjidji.



Parmi ces textes présélectionnés pour leurs qualités littéraires, dramaturgiques et leur originalité, le Togo se positionne en bonne place avec la pièce « Trans-maître » de notre compatriote Mawusi Agbédjidji. La sélection 2018 se présente comme suit : Trans-maître de Mawusi Agbedjidji (Togo) ; Avilir les ténèbres de Jean d’Amérique (Haïti) ; Leurs excellences, les femmes ! d’Olfa Bouassida (Tunisie) ; Le large de Jocelyn Danga (RDC) ; La chose de l’autre de Van Olsen Dombo (Cameroun) ; Les inamovibles de Sédjro Giovanni Houansou (Bénin) L’assassin passe au journal télévisé de 20h de Russel Morley-Moussala (Congo) ; Morve vespérale de Jean Paul Pooh-Tooh (Benin) ; De la fabrication de l’homme de Denis Sufo Tagne (Cameroun) ; L’imam s’évanouit d’Assitan Traoré (Mali) ; Et caetera de Kouam Tawa (Cameroun) ; Y a

d’eux sans proie de Soulay Thiânguel (Guinée). Selon le déroulement du chronogramme de ce prix, ces œuvres seront soumises au vote du jury composé d’artistes et de professionnels présidé par la comédienne Firmine Richard. Initié par initié par Radio France Internationale, le « Prix Théâtre RFI » a pour objectif de promouvoir la richesse des écritures dramatiques contemporaines francophones du Sud et de favoriser le développement de carrière de jeunes auteurs, écrivant en français. Le « Prix Théâtre RFI » 2018 sera remis à Limoges, dimanche 30 septembre, dans le cadre du Festival Les Francophonies en Limousin. Le Camerounais Edouard Elvis Bvouma est le lauréat « Prix Théâtre RFI » 2017 avec son texte « La poupée barbuée ».

N. E.

Soirées d’humour
« Rire des Evala » en mémoire des humoristes disparus

Le 23 juillet 2017, une nouvelle flippante frappa le monde culturel togolais en particulier et le peuple tout entier. Pendant qu’ils rentraient à Lomé, des fêtes traditionnelles Evala en pays Kabyè, cinq talentueux comédiens et une passagère ont laissé la vie dans un terrible accident. Ainsi, le concept « Rires des Evala » a été initié par des artistes humoristes pour leur rendre hommage.

Agbasco, Folo, Ousmane, les frères Gafo (Tchozo et Pierre) et Jacqueline vivent encore dans la mémoire du peuple togolais, notamment des humoristes surtout en cette période où ils devraient être ensemble pour des soirées festives dans la Kara. Une année après, des humoristes saluent leur mémoire.

« Rire des Evala » est une soirée spectacle que les humoristes ont consacrée à leurs camarades disparus, le 11 juillet dernier au palais des congrès de Kara. L’initiative a pour thème : « La paix autour de l’humour ».

D’après les organisateurs, les soirées « Rire des Evala » se tiendront dans au moins



Les comédiens défunts

cinq cantons de la ville de Kara du 12 au 14 juillet sous le même thème.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Miss Togo 2018
La super régionale de Kara s’annonce

L’ambassadrice de la beauté togolaise pour le compte de l’année 2018 sera connue, au cours du prestigieux concours de beauté, Miss Togo, le 25 août prochain au palais des congrès de Lomé. Mais avant la grande finale, place aux deux phases régionales.

Ce samedi 14 juillet aura lieu, la première phase régionale, celle de la région de la Kara, informé l’organisation Miss Togo. Cette phase concerne les candidates des régions Centrale, de la Kara et des

Savanes.

Le deuxième super régional Lomé, qui concerne les finales des régions d’Atakpamé et de la Maritime, se tiendra le 21 juillet 2018. Les candidates qui seront

retenues à l’issue des deux régionales seront en course pour la couronne lors de la grande soirée « Miss Togo » prévue le 25 août prochain à Lomé.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Développement du volontariat international de réciprocité

L'ANVT et France Volontaire restituent les recommandations des rencontres de Lomé et Niamey

L'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) et son partenaire France Volontaire ont restitué hier jeudi à Lomé, les recommandations issues des rencontres de Lomé et de Niamey sur le développement du Volontariat international de Réciprocité (VIR).

L'atelier d'hier jeudi s'est déroulé en présence du directeur général de l'ANVT Omar Agbangba, son staff, des responsables de France volontaire, des panélistes issus d'organisations de la société civile, des partenaires des deux institutions et des volontaires. Cette rencontre a permis entre autres de partager les orientations des rencontres de Lomé en 2016 et de Niamey en 2017 sur le développement du volontariat de Réciprocité. L'atelier a également permis de réfléchir sur

des pistes de solutions collectives en vue de la généralisation du principe de la réciprocité dans les engagements volontaires au Togo et mobiliser davantage d'acteurs autour du volontariat international et de réciprocité. Selon le directeur général de l'ANVT, Omar Agbangba, l'atelier de restitution avec les acteurs techniques vise à préparer la grande rencontre du partage des résultats avec les officiels et les diplomates pour permettre aux consuls et ambassadeurs de relayer



Table d'honneur avec le directeur de l'ANVT (2ème à partir de la droite)

l'importance de la réciprocité auprès des autorités de leurs pays respectifs. L'atelier a par ailleurs permis

aux acteurs de réfléchir à des plans d'actions communs sur trois ans et plus. En effet, jusqu'ici, les initiatives dans le sens du Volontariat international de Réciprocité sont des initiatives annuelles. « Notre idée en initiant cette rencontre, c'est de se projeter sur au moins trois ans car jusqu'ici on travaille sur des initiatives annuelles. C'est également de faire en sorte qu'il y ait une véritable stratégie qui permettra de mobiliser d'autres acteurs », a déclaré Moussa Bah, le représentant Togo de France Volontaire.

R. Zakari

Top des 15 meilleures universités de l'Afrique de l'ouest

L'UL reprend des ailes sous le mandat du président Dodzi Kokoroko

Les nouvelles ambitions du Togo dans le secteur de l'Enseignement supérieur marquées depuis plusieurs années par un investissement progressif des pouvoirs publics reprennent des couleurs. D'après le classement des universités ouest africaines rendu public par la structure de veille internationale Unirank, relayé par nos confrères du site Cotedivoire.news, l'Université de Lomé est positionnée parmi les 15 meilleures universités de l'Afrique de l'ouest.

Le classement a survolé l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur des pays de l'Afrique de l'ouest. Le Top 15 des universités ouest africaines est largement dominé en volume et en rang par celles

des pays anglophones à l'instar du Ghana et du Nigéria pour la diversité de leur offre de formation et de leurs étudiants. D'après le classement par pays, le Nigéria se positionne à la première place avec onze universités suivi par le Ghana

qui en compte deux. Pour le compte des pays francophones qui sont d'ailleurs en surnombre dans l'espace communautaire, seuls les pays comme le Togo et le Sénégal sont inclus dans la liste du cabinet de classement avec trois universités pour les

deux pays. Le Togo est dignement représenté dans le classement par sa plus grande université, l'Université de Lomé, également reconnu sur le plan international par la qualité de ses offres de formation, l'accueil des étudiants venus d'ailleurs etc. Positionnée au dernier rang, l'Université de Lomé est surpassée pour les pays francophones, par l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad) dont les rendements sont classés au neuvième rang du classement. La place de la première université de notre pays dans ce classement est une conséquence de la nouvelle vision qui est la sienne

depuis un moment, avec notamment l'arrivée d'une nouvelle administration efficiente par sa jeunesse et son management. C'est depuis le démarrage de l'année académique 2017 que l'Université de Lomé a retrouvé sa marque de noblesse. De grands projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures universitaires ont été initiés par son président, le professeur Komlan Dodzi Kokoroko sous la tutelle de qui, l'UL a repris des couleurs sur le podium des universités africaines et internationales depuis l'entame de cette année.

Awih Essoyodou

45ème anniversaire de la BOAD

Lomé accueille le forum sur le solaire en novembre

Le Togo organise au mois de novembre prochain, un forum sous régional sur la place de l'énergie solaire dans le développement des pays membres l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). L'évènement est porté la BOAD qui l'a initié dans le cadre des activités marquant la commémoration de ses 45 ans d'existence.

L'évènement est placé sous l'égide de la Banque ouest africaine de développement (BOAD). Pour l'institution ouest africaine de développement, il est désormais question de mettre les différentes interventions financières et techniques au service d'une croissance économique plus efficace. Le sommet de Lomé sur les énergies renouvelables, solaires notamment, est présenté comme un rendez-vous primordial pour l'atteinte d'un développement plus responsable qui intègre en son sein, les

énergies renouvelables et la protection de l'environnement. A ce forum qui devrait enregistrer la participation de plusieurs experts, autorités publiques et cadres de l'environnement à Lomé, les échanges seront tournés autour du thème « l'énergie solaire dans l'économie des pays de l'Uemoa : état des lieux, enjeux et politiques ». Le forum se veut être une tribune pour ces experts venus d'ailleurs, de peaufiner toutes les problématiques liées aux énergies renouvelables au sein de l'espace communautaire. Pour les autorités de

la Banque d'aide et de développement ouest africaine, le forum permettra de faire un bilan des interventions de la banque dans le développement durable. Il s'agira également de poser un diagnostic clair du marché de l'écosystème en lien avec les stratégies solaires en zone Uemoa en vue d'élaborer une feuille de route communautaire pour une croissance plus protectrice de l'environnement. Pour le compte du Togo, les responsables politiques ont pour ambition de faire du solaire, un



Siège sous régional de la BOAD

moteur de croissance et développement d'ici à l'horizon 2030. Plusieurs initiatives ont portées par le gouvernement à l'instar du projet Cizo à travers

lequel il est attendu une électrification à 50% solaire de deux millions de Togolais d'ici 2022 soit 40% de la population rurale.

Awih Essoyodou

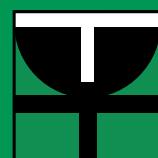
TOUS À L'ÉCOLE

le prêt pour payer l'école de vos enfants



**BOA accompagne
la scolarité
de vos enfants**

www.boatogo.com



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

